

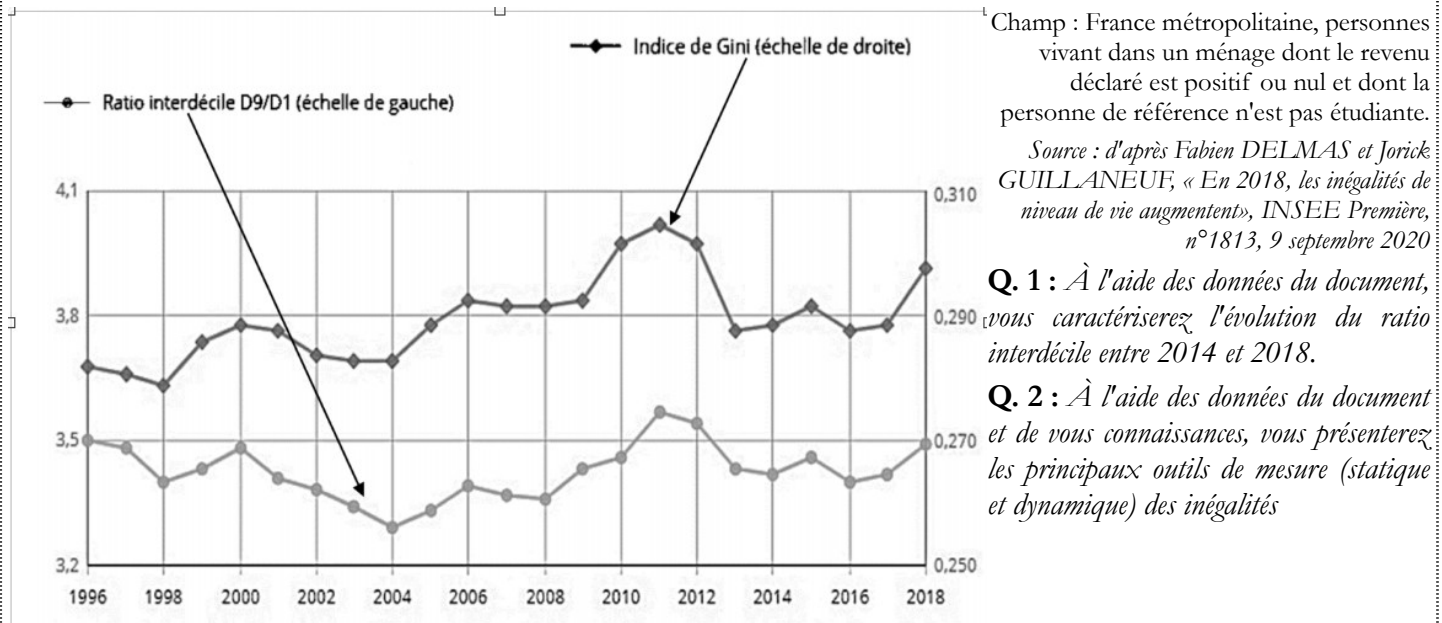
PREMIER REGARDS CROISÉS : QUELLES INÉGALITÉS SONT COMPATIBLES AVEC LES DIFFÉRENTES CONCEPTIONS DE LA JUSTICE SOCIALE ?

Mode d'emploi : Ce document est à compléter à l'aide des apports du professeur, d'un cours inversé ou de recherches personnelles et à l'aide des documents des annales du bac proposées.

I) COMMENT MESURE-T-ON LES INÉGALITÉS ? [refaire réponse]

Objectif d'apprentissage : *Savoir interpréter les principaux outils de mesure des inégalités relevant de l'approche statique (rapport inter-quantiles et top 1 %, courbe de Lorenz et coefficient de Gini) et de l'approche dynamique (corrélation de revenu parents-enfants).*

Questions sur document : *Les inégalités de niveau de vie (EC2, Nouvelle-Calédonie, 2022).*



Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : d'après Fabien DELMAS et Jorick GUILLANEUF, « En 2018, les inégalités de niveau de vie augmentent », INSEE Première, n°1813, 9 septembre 2020

Q. 1 : *À l'aide des données du document, vous caractériserez l'évolution du ratio interdécile entre 2014 et 2018.*

Q. 2 : *À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous présenterez les principaux outils de mesure (statique et dynamique) des inégalités*

1.
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

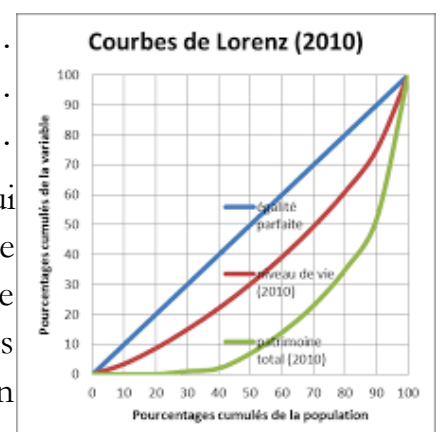
2. Il existe cinq outils de mesure des inégalités que nous allons présenter ici.....

Premièrement, le ratio ou rapport interdécile met en évidence un écart entre deux déciles (divisions d'une population statistique en dix parts de taille égale). Il se calcule généralement en faisant le rapport entre une valeur correspondant aux 10 % les plus favorisés et une valeur correspondant

aux 10 % les moins favorisés. En France, l'INSEE calcule ce ratio à partir de déciles pointés. Ainsi, le rapport interdécile généralement calculé est le rapport D9/D1 qui correspond au rapport entre la valeur plancher du décile le plus favorisé et la valeur plafond du décile le moins favorisé.

Deuxièmement, le top 1 % utilise aussi les quantiles et correspond au centième des ménages les plus favorisés par leurs revenus ou leurs patrimoines. En effet, les centiles sont des quantiles qui ordonnent la population étudiée en fonction de la variable considérée et en cent catégories comprenant chacune 1 % de l'effectif total. A l'aide de cet outil, on mesure alors l'évolution de la part du revenu national ou du patrimoine total perçu ou détenu par ce centième de la population le plus favorisé. Quand la part du revenu ou du patrimoine détenu par le top 1 % augmente, alors on peut penser que la société considérée est devenue plus égalitaire.

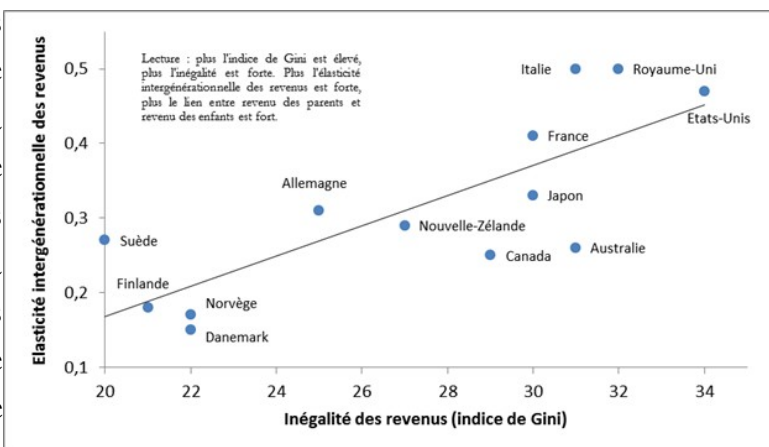
Troisièmement, la courbe de Lorenz est une courbe de répartition qui associe à chaque quantile (division d'une population en partie de taille égale, ce peut être en déciles, en centiles, etc.) de la population une part accumulée de la variable étudiée. La bissectrice du repère dans lequel on trace la courbe de Lorenz correspond à une répartition



égalitaire de la variable étudiée. Plus la courbe de Lorenz est éloignée de la bissectrice du repère, plus les inégalités sont fortes.

Quatrièmement, le coefficient ou indice de Gini se calcule à l'aide de la courbe de Lorenz. Il consiste à diviser l'aire entre la bissectrice et la courbe de Lorenz par l'aire sous la bissectrice du repère. Ce coefficient varie donc entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité extrême).

Quatrièmement, et à la différence des outils de mesure des inégalités que nous venons de présenter, la courbe de Gatsby que l'on doit à l'économiste Alan Krueger permet une approche non pas seulement statique mais aussi dynamique des inégalités du fait de la prise en compte de la corrélation des revenus parents-enfants. Cette courbe est en fait une droite montrant une corrélation positive entre l'élasticité inter-générationnelle des revenus



(pourcentage d'augmentation du revenu des enfants pour 1% d'augmentation du revenu des parents) indiquée sur l'axe vertical des ordonnées et les inégalités de revenus mesurées par l'indice de Gini et reportées sur l'axe horizontal des abscisses. Autrement dit, cette droite montre que les pays où les inégalités se transmettent le plus sont aussi les pays les plus inégalitaires.

II) COMMENT LES INÉGALITÉS FONCTIONNENT-ELLES ?

Objectif d'apprentissage : *Savoir que les inégalités économiques et sociales présentent un caractère multiforme et cumulatif.*

Troisième partie d'épreuve composée : *À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les inégalités présentent un caractère multiforme et cumulatif (EC3, Amérique du sud, Session normale, 2022)*

Document 1 : Niveau de vie et patrimoine par décile en 2018 (en euros)

	Niveau de vie ¹	Patrimoine brut ²
Décile 1 (D1)	11 210	3 800
Décile 5	21 250	163 100
Décile 9 (D9)	39 130	607 700
D9/D1	3,49	160

Champ : Ménages ordinaires résidant en France.

Source : INSEE, 2020.

1 : Le niveau de vie correspond au revenu disponible par unité de consommation des ménages, c'est à dire en tenant compte de la taille et de la composition des ménages.

2 : Le patrimoine brut correspond au montant total des actifs détenus par un ménage incluant la résidence principale, les éventuelles résidences secondaires, l'immobilier de rapport – c'est-à-dire rapportant un revenu foncier, les actifs financiers du ménage et les actifs professionnels. Il inclut également le patrimoine résiduel : les biens durables (voiture, équipement de la maison, etc.), les œuvres d'art et autres objets de valeur.

Document 2 :

En moyenne, les femmes consacrent 3 heures 26 par jour aux tâches domestiques (ménage, courses, soins aux enfants, etc.) contre 2 heures pour les hommes, selon l'Insee (données 2010). À la maison, les hommes s'adonnent volontiers au bricolage (20 minutes quotidiennes contre 5 pour les femmes). Mais les femmes passent deux fois plus de temps que les hommes à faire le ménage et à s'occuper des enfants à la maison.

En schématisant, les femmes s'occupent, au quotidien, des tâches les moins valorisées et les hommes de ce qui se voit et dure. L'égalité dans la sphère domestique est loin d'être atteinte alors qu'elle progresse dans l'univers professionnel. Les inégalités de partage des tâches au sein du foyer ont des répercussions dans bien d'autres domaines pour les femmes : elles les freinent dans la vie professionnelle comme dans l'engagement politique ou associatif. L'inégale répartition des tâches domestiques explique une partie de l'essor du temps partiel féminin, mais aussi leur faible représentation en politique ou dans les instances dirigeantes d'associations. On retrouve ces écarts également en matière de temps libre (lecture, promenade, télévision, sport, etc.) : les femmes consacrent en moyenne 2 heures 45 par jour à leurs loisirs contre 3 heures 20 pour les hommes.

Source : Observatoire des inégalités, 2016.

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

2. La deuxième forme d'inégalités correspond aux inégalités sociales. Il s'agit de différences portant sur des avantages dans l'accès à des ressources socialement valorisées, différences qui impliquent donc des hiérarchies. Ces ressources socialement valorisées sont nombreuses : diplôme, culture, logement, pouvoir politique, etc. On peut ici développer l'exemple des inégalités de santé dont rendent compte les inégalités d'espérance de vie (durée moyenne de vie restante). Par exemple, l'espérance de vie dépend du sexe puisqu'à 35 ans une femme appartenant à la PCS Cadres et professions intellectuelles supérieures (CPIS) a 53 ans d'espérance de vie contre 49 ans pour un homme de la même PCS. En effet, les hommes ont davantage de comportements à risque (alcool, drogue, route, etc.) que les femmes. Si les femmes sont avantagées dans le domaine de la santé, leurs situations sont généralement plus défavorables.

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

3. Ces différentes inégalités se cumulent. Ainsi, un individu avantagé dans un domaine a plus de chance d'être favorisé dans un autre domaine. Tout d'abord, les inégalités économiques se cumulent entre elles. En effet, les inégalités de revenus se traduisent par des inégalités d'épargne qui permettent aux personnes ayant davantage de revenus d'accumuler un patrimoine supérieur qui leur permettra ensuite de générer des revenus supplémentaires. Ensuite, les inégalités économiques et sociales s'alimentent mutuellement. Comme nous l'apprend le Document 2 précédemment mentionné, les femmes pâtissent à la fois d'inégalités dans la sphère domestique et dans la sphère professionnelle (même si leur situation s'améliore dans ce dernier domaine, en moyenne, le salaire d'une femme est inférieur de 24 % à celui d'un homme). Ces inégalités ne sont pas sans lien : si les femmes ont davantage de tâches domestiques à prendre en charge, elles ont moins de temps pour une activité rémunérée, et si leur revenu est plus faible, les décisions que prennent les couples conduisent plus fréquemment à ce qu'elles se retirent, au moins en partie, du marché du travail.

.....
.....
.....

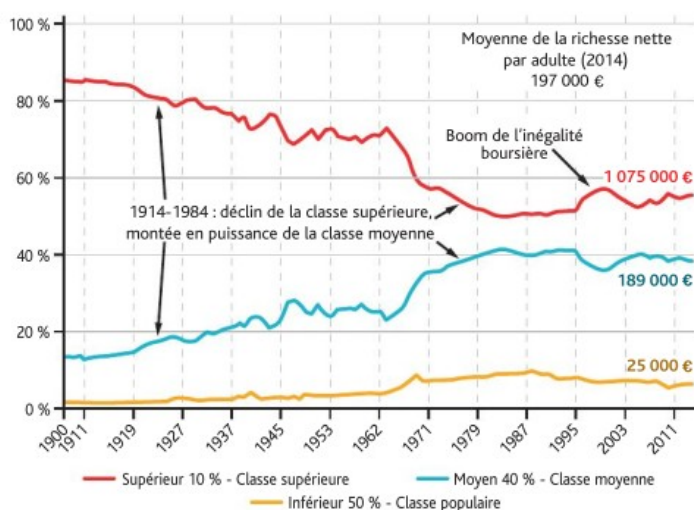
Nous venons de voir que les inégalités font bien système. En effet, les inégalités qui existent entre différentes catégories (PCS, sexe, etc.) sont à la fois des inégalités économiques et des inégalités sociales, inégalités qui se cumulent entre elles, notamment via la reproduction sociale.

III) COMMENT LES INÉGALITÉS ONT-ELLES ÉVOLUÉ ?

Objectif d'apprentissage : *Savoir que les inégalités économiques ont connu de grandes tendances d'évolutions depuis le début du XXe siècle.*

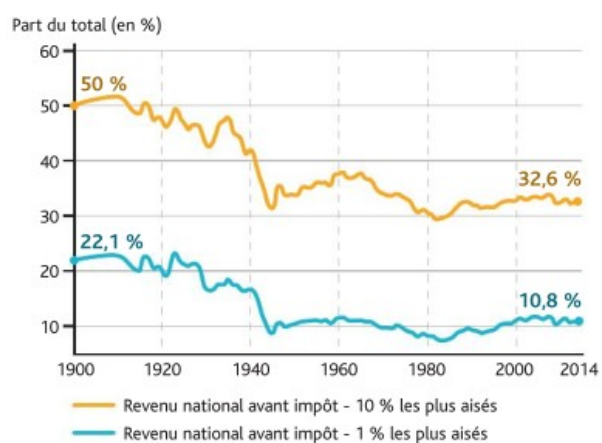
Question sur documents : *Montrez que les inégalités ont connu des évolutions depuis le début du vingtième siècle* (Documents issus du manuel Hatier de terminale)

Documents : L'évolution des inégalités de patrimoine (graphique de gauche) et de revenus (graphique de droite) en France depuis 1900.



Source : World Inequality Database (Thomas Piketty), 2019.

Inégalités de revenu en France (1900-2014)



Source : World Inequality Report, 2018.

2. La notion de justice sociale renvoie à une distribution jugée légitime des ressources économiques et socialement valorisées. Les différentes conceptions de la justice sociale sont liées aux différents types d'égalité. En effet, dans nos sociétés démocratique, définir ce qui est juste, c'est dire quelles sont les inégalités acceptables et celles qui ne le sont pas. Il existe quatre grandes conceptions de la justice sociale : l'utilitarisme, le libertarisme, l'égalitarisme strict et l'égalitarisme libéral. Ici, nous présenterons deux de ces conceptions : l'utilitarisme et le libertarisme.

L'utilitarisme est développé au XVIIIème siècle par Jeremy Bentham (1748-1832).

Le libertarisme est un ultra-libéralisme notamment défendu par Robert Nozick (1938-2002).

3. La notion de justice sociale renvoie à une distribution jugée légitime des ressources économiques et socialement valorisées. Les différentes conceptions de la justice sociale sont liées aux différents types d'égalité. En effet, dans nos sociétés démocratiques, définir ce qui est juste, c'est dire quelles sont les inégalités acceptables et celles qui ne le sont pas. Il existe quatre grandes conceptions de la justice sociale : l'utilitarisme, le libertarisme, l'égalitarisme strict et l'égalitarisme libéral. Ici, nous distinguerons égalitarisme strict et égalitarisme libéral.

L'égalitarisme strict prône le rapprochement des situations socio-économiques des individus.

V) COMMENT L'ACTION PUBLIQUE PEUT-ELLE AGIR CONTRE LES INÉGALITÉS ?

Objectif d'apprentissage : *Savoir quelles sont les actions des pouvoirs publics en matière de justice sociale (fiscalité, protection sociale, services collectifs, lutte contre les discriminations).*

Deuxième partie d'épreuve composée : *Montants annuels moyens des niveaux de vie¹, des prélèvements et des prestations par unité de consommation en 2019, en France et en euros (France métropolitaine, 2022, session normale).*

	Inférieur à D1	Supérieur à D9
Niveau de vie moyen avant redistribution (A)	3 260	79 660
Prélèvements	- 200	- 20 410
Dont :		
- financement de la protection sociale (cotisations et contributions sociales)	- 190	- 7 730
- impôts directs (impôt sur le revenu, taxe d'habitation et impôt sur la fortune immobilière)	- 10	- 12 680
Prestations	7 140	190
Dont :		
- prestations familiales	1 900	110
- aides au logement	1 890	10
- prime d'activité et minima sociaux	3 350	70
Niveau de vie moyen après redistribution (B)	10 200	59 440
Taux de redistribution(B-A)/A (en %)	212,9	- 25,4

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : D'après INSEE, 2019.

1 : Le niveau de vie correspond au revenu disponible par unité de consommation, c'est-à-dire en tenant compte de la taille et de la composition des ménages.

Lecture : en 2019, les 10 % de personnes les plus modestes ont été prélevées en moyenne de 200 euros par unité de consommation, leur niveau de vie annuel moyen avant redistribution par unité de consommation s'élève à 3 260 euros.

Question 1 : *À l'aide des données du document, montrez que la redistribution améliore la situation économique des plus pauvres.*

Question 2 : *À l'aide des données du document et de vos connaissances, montrez comment la fiscalité et la protection sociale réduisent les inégalités de niveau de vie.*

Question 3 type EC1 : *Présentez deux outils de lutte contre les inégalités (sujet inventé par l'enseignant)*

1. La redistribution est un processus de transferts de revenus entre les ménages organisée par les pouvoirs publics. Elle permet d'améliorer la situation économique des plus pauvres, comme le montre ce document construit à partir de données de l'INSEE datant de 2019 et concernant les ménages résidant en France.

.....

.....

.....

.....

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

2. Les pouvoirs publics agissent de quatre façons afin de réduire les inégalités et faire en sorte que la société soit plus juste. Il s'agit de la fiscalité, de la protection sociale, des services collectifs et de la lutte contre les discriminations. Ici, nous montrerons comment la fiscalité et la protection sociale réduisent les inégalités de niveau de vie.

La fiscalité comprend l'ensemble des impôts qui sont les prélèvements obligatoires versés à l'État et aux collectivités territoriales. Plus le taux d'imposition progresse au fur et à mesure que les contribuables ont plus de moyens, plus les impôts sont redistributifs et participent donc à la réduction des inégalités. C'est le cas avec l'impôt sur le revenu, un impôt direct progressif, au contraire de la taxe sur la valeur ajoutée qui est un impôt indirect. Comme nous le montre le document,

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

La protection sociale est l'ensemble des dispositifs d'aide et d'assurance des individus faisant face aux risques de l'existence. Ainsi, la branche maladie de la *Sécurité sociale* couvre le risque maladie, le système de retraite couvre le risque vieillesse, la *Caisse d'assurance familiale* couvre le risque famille, les allocations versées par *Pôle emploi* couvrent le risque chômage et le risque pauvreté est couvert par différents revenus de transfert tels le *RSA* et les bourses scolaires. Les prestations sociales qui

participent à la protection sociale sont en grande partie financées par les cotisations sociales (prélèvements obligatoires versés aux organismes de protection sociale par les salariés et les employeurs) et pour une autre partie financées par l'impôt (on parle alors de fiscalisation de la protection sociale). La protection sociale participe notamment à la réduction des inégalités et du fait des différences de prestation. Comme nous le montre le document,

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

2. Les pouvoirs publics agissent de quatre façons afin de réduire les inégalités et faire en sorte que la société soit plus juste. Il s'agit de la fiscalité, de la protection sociale, des services collectifs et de la lutte contre les discriminations. Ici, nous monterons comment les services collectifs et la lutte contre les discriminations réduisent les inégalités de niveau de vie.

Les services collectifs sont l'ensemble des services non marchands fournis par les administrations publiques. Grâce à eux, certains individus ont accès à des services qu'ils ne pourraient pas payer au prix du marché (ex : système éducatif, système d'incendie et de sécurité, etc.). Ces services collectifs sont notamment financés par la fiscalité.

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

La lutte contre les discriminations cible les inégalités de traitement préjudiciables et illégales car fondées sur des critères définis et prohibés par la loi (sexe, orientation sexuelle, couleur de peau, appartenance religieuse, handicap, état de santé, grossesse, etc.). Le *Défenseur des droits* est une institution chargée de lutter contre les discriminations.

.....
.....

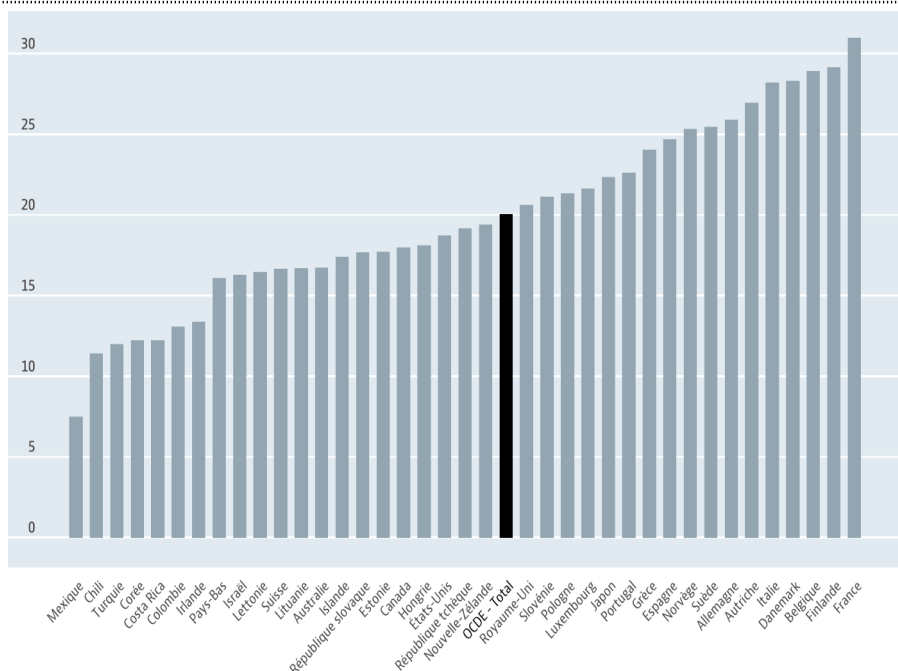
VI) QUELLES SONT LES CONTROVERSES SUSCITÉES PAR L'ACTION PUBLIQUE CONTRE LES INÉGALITÉS ?

Objectif d'apprentissage : *Savoir que l'action publique en matière de justice sociale s'exerce sous contrainte de financement et fait l'objet de débats en termes d'efficacité (réduction des inégalités), de légitimité (consentement à l'impôt) et de risque d'effets pervers (désincitations).*

Dissertation : *En quoi l'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale se heurte-t-elle à des limites ?* (Autres centres étrangers, 2022, session normale)

DOCUMENT 1 : Dépenses sociales publiques (en % du PIB)

Source : Données OCDE, 2021.



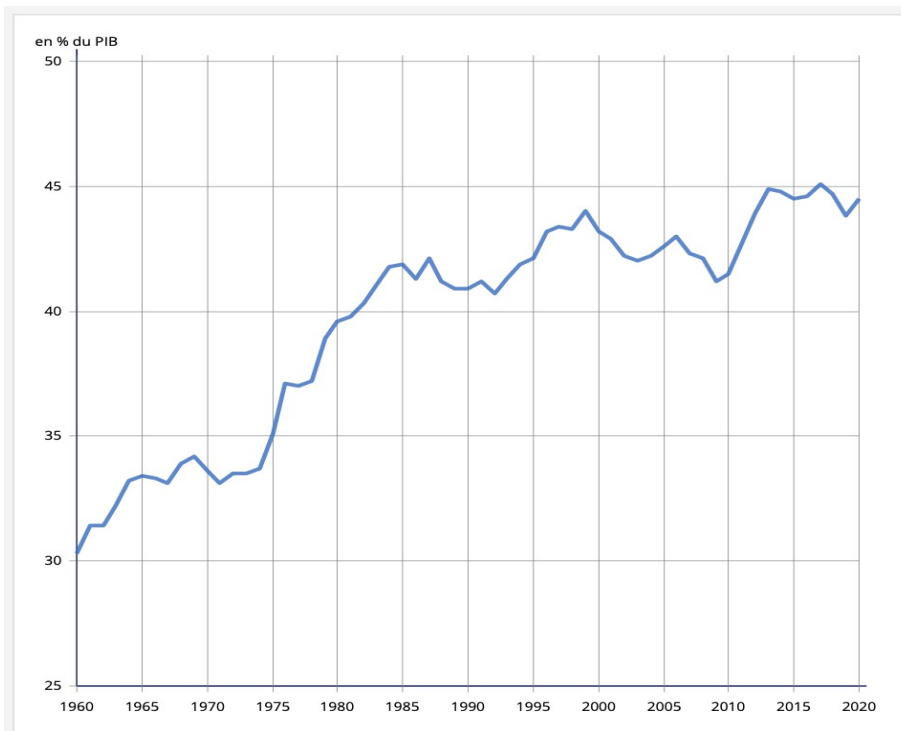
DOCUMENT 2 : Les indicateurs de pauvreté selon certains critères

	Part dans la population pauvre (en %)
Vivent dans une famille monoparentale	25
Ont au plus un CAP	67
Ont moins de vingt ans	35
Habitent dans les grandes villes et leurs banlieues	67

Note : La pauvreté est mesurée ici au seuil de pauvreté à 50 % du revenu médian.

Lecture : 25 % des personnes pauvres vivent dans une famille monoparentale.

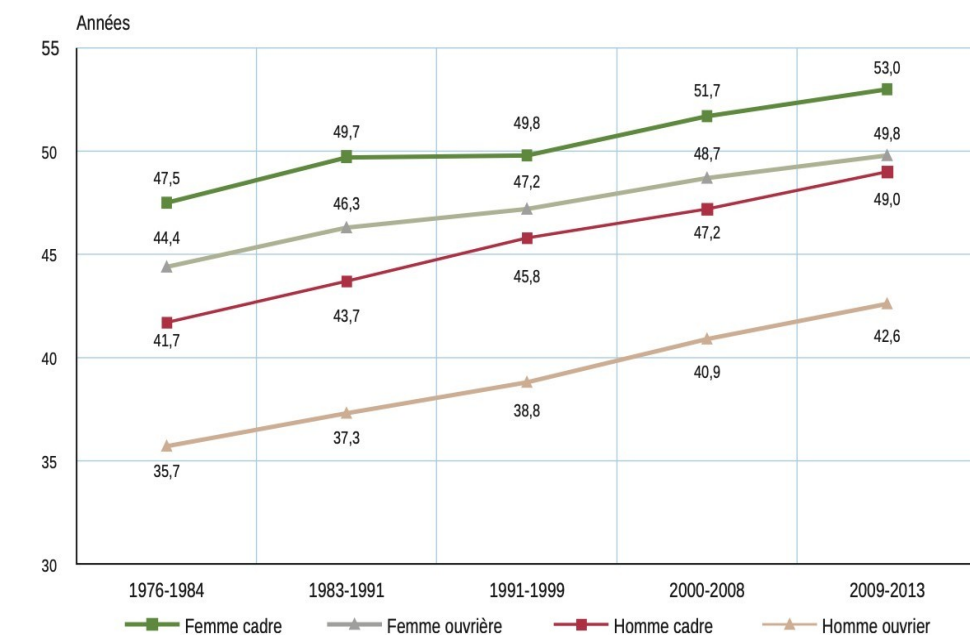
Source : INSEE et Observatoire des inégalités, 2018.



DOCUMENT 3 : L'évolution des prélèvements obligatoires en France de 1960 à 2020 (en % du PIB)

Source : INSEE, *Tableaux de l'économie française*, édition 2020.

DOCUMENT 4 : Évolution de l'espérance de vie à 35 ans par sexe pour les cadres et les ouvriers



Source : « Les inégalités sociales face à la mort », *INSEE Première*, février 2016.

Champ : France métropolitaine.

Lecture : en 2009-2013, l'espérance de vie à 35 ans des femmes cadres est de 53,0 ans.

A l'automne 2023, Thomas Piketty a publié un nouvel ouvrage sur la sociologie électorale française. Cette économiste est davantage connu pour ses travaux statistiques qui montrent que les sociétés occidentales connaissent ces dernières décennies une augmentation des inégalités, résultat qui reflète certainement les limites de l'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale.

En quoi l'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale se heurte-t-elle donc à des limites ? Les pouvoirs publics sont l'ensemble des administrations publiques, à savoir l'État, les collectivités territoriales et les caisses de protection sociale. Ces institutions sont notamment celles qui ont autorité pour imposer des règles aux citoyens. La justice sociale fait pour sa part référence à une distribution socialement acceptée de ressources économiques et de ressources socialement valorisées. Un jugement concernant la justice sociale consiste à accepter certaines inégalités et à en refuser d'autres. Les premières lois sociales prises en Europe au tournant des dix-neuvième et

